

*Réuni les 14 et 15 décembre 2010, le Conseil Syndical de **F.O.-DGFIP** a fait un large tour d'horizon sur la situation des agents et des missions de la Direction Générale des Finances Publiques.*

Le Syndicat **F.O.-DGFIP** ne peut se satisfaire de la manière dont le dossier sur les retraites a trouvé une conclusion préjudiciable à l'ensemble des salariés, et aux fonctionnaires en particulier. Il se félicite de la position claire de la Confédération Force Ouvrière qui a constamment demandé le retrait de ce texte injuste et invité toutes les organisations syndicales à lancer un appel à une grève interprofessionnelle afin de fédérer l'action des salariés du public et du privé. D'autres stratégies ont prévalu pour certains ; chacun en mesure le résultat aujourd'hui.

Au moment où le Sénat entend réduire le nombre de RTT en remettant en cause les conditions de calcul, **le Syndicat dénonce les attaques constantes contre les fonctionnaires.**

Au sein de la Direction Générale des Finances Publiques, les personnels vivent aujourd'hui pleinement les conséquences de la fusion dans leur vie quotidienne et dans l'exercice de leurs missions. Les dernières échéances de recouvrement de l'impôt démontrent que **F.O.-DGFIP** avait raison de demander l'arrêt du déploiement des Services des Impôts des Particuliers. Dans la plupart des sites, les personnels de l'accueil ont l'impression, non pas d'être au « front office », mais plutôt sur la ligne de front face à l'afflux de contribuables énervés par les conditions même d'organisation et agressifs en période de crise. La situation n'est pas meilleure pour les autres agents en SIP. D'ores et déjà, des actions de grève spontanées sont révélatrices du ras-le-bol des agents.

**Par ailleurs, le Syndicat condamne les suppressions aveugles des emplois au sein de la DGFIP** qui participent à la dégradation des conditions de travail et laissent entrevoir, à court terme, une restructuration des implantations administratives et une révision des missions de la fiscalité et de la gestion publique. Le Syndicat s'inquiète des conséquences qu'auront la réforme des retraites et la réforme fiscale annoncée par le Gouvernement, comme de l'incidence des réformes induites par la RGPP sur les autres structures administratives (Collectivités locales, Pôle Emploi, ...) sur les missions de la DGFIP.

Malheureusement, cette réduction du nombre d'emplois aggrave le comportement de certaines directions locales, qui abusent d'une pression hiérarchique choquante et inadmissible ou profitent de la mise en œuvre de nouvelles règles de vie au travail pour remettre en cause les droits des agents. Cela ne peut qu'amener des réactions violentes des personnels.

**Le Syndicat F.O.-DGFIP, engagé fermement dans la défense des personnels,** soutient toutes les actions menées pour la défense de leurs intérêts. Il salue notamment le combat des personnels de Guadeloupe qui luttent pour obtenir des conditions de travail dignes et le respect des règles élémentaires de sécurité.

Le Syndicat alerte le Directeur Général sur l'état catastrophique tant des services que des conditions d'exercice des missions et l'interpelle sur tous les dossiers en cours. Il lui demande d'apporter rapidement des réponses concrètes.

Le Syndicat **F.O.-DGFIP**, fort de ses revendications, appelle tous les personnels à s'unir en rejoignant le syndicalisme Force Ouvrière, libre et indépendant.

Paris, le 15 décembre 2010